

Nom du projet	Montant de la subvention	% subvention	Bénéficiaire	Naam project	Bedrag subsidie	% subsidie	Begunstigde
A comprehensive AVRR	169.407,39	75%	IOM	A comprehensive AVRR	169.407,39	75%	IOM
Exchange of information and practices	79.157,25	75%	IOM	Exchange of information and practices	79.157,25	75%	IOM
Awareness rising	111.246,24	75%	IOM	Awareness rising	111.246,24	75%	IOM
Enhanced AVR support from Belgium	489.013,50	50%	IOM	Enhanced AVR support from Belgium	489.013,50	50%	IOM
Website: AVRR	15.999,94	50%	IOM	Website: AVRR	15.999,94	50%	IOM

Art. 2. Les dépenses sont imputables au budget du SPF Intérieur, section 13, division organique 55, du programme d'activités 21, allocation de base 33.00.01.

Art. 3. Une convention conclue entre l'Office des Etrangers et le bénéficiaire règle les modalités et la manière dont l'utilisation de la subvention est justifiée.

Art. 4. Les modalités d'affectation de la subvention, le suivi, le contrôle, les rapports et l'évaluation sont gérés par les règles prévues par la Décision européenne n° 575/2007/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 mai 2007, leurs modalités d'exécution, les instructions de la Commission européenne et les dispositions des Systèmes de Gestion et de Contrôle. L'Office des Etrangers est l'autorité responsable chargée du suivi et du contrôle de première ligne des projets.

Art. 5. Les bénéficiaires sont responsables des éventuels recouvrements de la Commission européenne ou de l'autorité responsable, s'il est constaté que l'exécution du projet ne satisfait pas aux conditions prévues à l'article 4.

Art. 6. Le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 24 janvier 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile,
M. WATHELET

Art. 2. De uitgaven zijn aanrekenbaar op de begroting van de FOD Binnenlandse Zaken, sectie 13, organisatieafdeling 55 van het activiteitenprogramma 21, basisallocatie 33.00.01.

Art. 3. Een overeenkomst afgesloten tussen de Dienst Vreemdelingenzaken en de begunstigde bepaalt de modaliteiten en de wijze waarop het gebruik van de subsidie wordt verantwoord.

Art. 4. De wijze van besteding van de subsidie, de monitoring, de controle, de rapportering en evaluatie worden beheerst door de regels vastgelegd in de Beschikking nr. 575/2007/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 mei 2007, hun uitvoeringsbepalingen, de instructies van de Europese Commissie en de bepalingen in de Beheers- en Controlesystemen. De Dienst Vreemdelingenzaken is de verantwoordelijke autoriteit belast met de opvolging en de eerstelijnscontrole van de projecten.

Art. 5. De begunstigden zijn aansprakelijk voor de eventuele terugvorderingen van de Europese Commissie of van de verantwoordelijke autoriteit, indien vastgesteld wordt dat de uitvoering van het project niet voldoet aan de bepalingen zoals vermeld in artikel 4.

Art. 6. De Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Migratie- en asielbeleid,
M. WATHELET

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 326 (2010 - 4350) [C — 2011/03037]

29 DECEMBRE 2010. — Arrêté royal modifiant la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés Addendum

Avis du Conseil d'Etat concernant l'arrêté royal du 29 décembre 2010 modifiant la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés

Dans le *Moniteur belge* du 31 décembre 2010, 3^e édition, l'arrêté royal du 29 décembre 2010 modifiant la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés a été publié, précédé d'un Rapport au Roi. Cet arrêté faisait l'objet de l'avis n° 48.955/1 du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 2010.

Au moment de la publication de l'arrêté royal susmentionné, le Ministre des Finances disposait uniquement du texte officieux en néerlandais de cet avis; le texte définitif en néerlandais et en français ne lui est parvenu que le 5 janvier 2011.

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article 3bis, § 1^{er}, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'avis en question du Conseil d'Etat est publié ci-après.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 326 (2010 - 4350) [C — 2011/03037]

29 DECEMBER 2010. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak. — Addendum

Advies van de Raad van State bij het koninklijk besluit van 29 december 2010 tot wijziging van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak

In het *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2010, 3e editie, werd het koninklijk besluit van 29 december 2010 tot wijziging van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak gepubliceerd, voorafgegaan door een Verslag aan de Koning. Dit besluit maakte het voorwerp uit van het advies nr. 48.955/1 van de Raad van State, gegeven op 16 december 2010.

Op het moment van de publicatie van bovenvermeld koninklijk besluit was de Minister van Financiën slechts in het bezit van de officieuze Nederlandse tekst van dit advies; de definitieve tekst in het Nederlands en in het Frans werd hem slechts op 5 januari 2011 bezorgd.

Teneinde te voldoen aan de bepalingen van artikel 3bis, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt hierna het betreffende advies van de Raad van State alsnog gepubliceerd.

ROYAUME BELGIQUE
AVIS 48.995/1 DU 16 DECEMBRE 2010
DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de Législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 23 novembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis vise à modifier la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés. Ces modifications transposent en droit interne la Directive 2010/12/UE du Conseil du 16 février 2010 modifiant les Directives 92/79/CEE, 92/80/CEE et 95/59/CE en ce qui concerne la structure et les taux des accises applicables aux tabacs manufacturés ainsi que la Directive 2008/118/CE.

2. Les dispositions en projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 11, § 1^{er}, de la loi générale du 18 juillet 1977 sur les douanes et accises, qui dispose :

« Sans préjudice des règlements et des décisions de caractère général du Conseil ou de la Commission des Communautés européennes pris en matière de douane, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre toutes mesures en matière de douane et d'accise, propres à assurer la bonne exécution d'actes, décisions, recommandations ou arrangements internationaux, ces mesures pouvant comprendre l'abrogation ou la modification de dispositions légales. »

Conformément à l'article 11, § 2, de la loi précitée, l'arrêté royal en projet devra « fai(re) l'objet d'un projet de loi de confirmation dont les Chambres législatives (seront) saisies au début de l'année suivante ».

Examen du texte

Préambule

1. On rédigera la fin du premier alinéa du préambule du projet comme suit : « l'article 11, modifié par la loi du 22 décembre 1989; ».

2. On supprimera le deuxième alinéa du préambule dès lors que l'article 1^{er} du projet mentionne que l'arrêté royal en projet vise à transposer la Directive 2010/12/UE en droit interne.

3. Il n'est pas judicieux de mentionner dans le préambule les modifications subies antérieurement par la loi du 3 avril 1997 à modifier. En effet, l'identification des éventuelles modifications antérieures encore en vigueur résultera, par disposition légale modifiée, de la simple lecture des dispositions modificatives que contient l'arrêté royal en projet (1).

Il suffit dès lors de rédiger l'alinéa du préambule faisant référence à la loi du 3 avril 1997 comme suit :

« Vu la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés; ».

4. A la fin de l'alinéa du préambule faisant référence à l'avis du Conseil d'Etat, on écrira « , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973; ».

Articles 2 et 3

Les articles 2 et 3 du projet visent la modification d'un seul et même article de la loi du 3 avril 1997, à savoir l'article 3, § 5bis, et doivent dès lors être fusionnés pour ne former qu'une seule disposition modificative (2). Il convient en outre de faire également mention des textes encore en vigueur qui ont apporté par le passé des modifications à l'article 3, § 5bis, précité. La structure du nouvel article 2 peut se présenter alors comme suit :

« A l'article 3, § 5bis, de la loi du 3 avril 1997 relative au régime fiscal des tabacs manufacturés, inséré par la loi du 27 décembre 2004 et modifié par la loi du 26 novembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

KONINKRIJK BELGIE
ADVIES 48.955/1 VAN 16 DECEMBER 2010
VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, eerste kamer, op 23 november 2010 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot het wijzigen van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak. Met de wijzigingen wordt Richtlijn 2010/12/EU van de Raad van 16 februari 2010 tot wijziging van Richtlijnen 92/79/EEG, 92/80/EEG en 95/59/EG wat betreft de structuur en de tarieven van de accijns op tabaksfabrikaten en Richtlijn 2008/118/EG, in het interne recht omgezet.

2. Rechtsgrond voor de ontworpen regeling wordt geboden door artikel 11, § 1, van de algemene wet van 18 juli 1977 inzake douane en accijnzen, dat luidt :

« Onverminderd de verordeningen en beschikkingen van algemene aard, door de Raad of door de Commissie van de Europese Gemeenschappen genomen inzake douane, mag de Koning, bij wege van een besluit waarover door de in Raad vergaderde Ministers is beraadslaagd, alle maatregelen treffen inzake douane en accijnzen om de goede uitvoering te verzekeren van internationale akten, beslissingen, aanbevelingen en afspraken, hieronder begrepen zijnde het opheffen of het wijzigen van wetsbepalingen. »

Het ontworpen koninklijk besluit dient, overeenkomstig het bepaalde in artikel 11, § 2, van de voornoemde wet, « het voorwerp uit (te maken) van een ontwerp van bekrachtingswet dat, bij het begin van het volgende jaar, bij de Wetgevende Kamers wordt ingediend ».

Onderzoek van de tekst

Aanhef

1. Men vulle het eerste lid van de aanhef van het ontwerp aan met de woorden « , gewijzigd bij de wet van 22 december 1989; ».

2. Het tweede lid dient uit de aanhef te worden weggelaten aangezien in artikel 1 van het ontwerp wordt vermeld dat het ontworpen koninklijk besluit strekt tot omzetting van Richtlijn 2010/12/EU in het interne recht.

3. Het is niet zinvol om in de aanhef de wijzigingen te vermelden die vroeger werden aangebracht in de te wijzigen wet van 3 april 1997. De eventuele nog van kracht zijnde vroegere wijzigingen zijn immers, per wetsbepaling die wordt gewijzigd, herkenbaar bij het lezen van de wijzigingsbepalingen die het ontworpen koninklijk besluit bevat (1).

Het volstaat derhalve om in het lid van de aanhef waarin wordt verwezen naar de wet van 3 april 1997 te schrijven :

« Gelet op de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak; ».

4. Aan het einde van het lid van de aanhef waarin wordt verwezen naar het advies van de Raad van State schrijve men « , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; ».

Artikelen 2 en 3

De artikelen 2 en 3 van het ontwerp beogen eenzelfde artikel van de wet van 3 april 1997, namelijk artikel 3, § 5bis, te wijzigen en moeten derhalve worden samengevoegd tot één enkele wijzigingsbepaling (2). Daarbij dient tevens melding te worden gemaakt van de nog van kracht zijnde teksten die in het verleden wijzigingen hebben aangebracht in het voornoemde artikel 3, § 5bis. Het nieuwe artikel 2 van het ontwerp kan dan worden gestructureerd als volgt :

« In artikel 3, § 5bis, van de wet van 3 april 1997 betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak, ingevoegd bij de wet van 27 december 2004 en gewijzigd bij de wet van 26 november 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

Le prix moyen pondéré...';

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré :

Le prix moyen pondéré...'. ».

Article 4

1. Dans la phrase liminaire de l'article 4 du projet, il suffit de faire état de « la loi susvisée » sans devoir répéter l'intitulé complet et la date de la loi à modifier. La date et l'intitulé concernés sont en effet déjà mentionnés dans la phrase liminaire de la disposition modificative concernant l'article 3, § 5bis, de la loi (3). On écrira dans la phrase liminaire de l'article 4 du projet, qui deviendra l'article 3 :

« L'article 4 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 7 juillet 2002 et par la loi du 9 juillet 2004, est remplacé par ce qui suit : ».

2. A la fin de l'article 4, b), en projet de la loi du 3 avril 1997, on constate une discordance entre le texte néerlandais (« 34 mm of meer bedraagt ») et le texte français (« est égale ou inférieure à 34 millimètres »). Il convient d'y remédier.

Article 7

L'article 7, second tiret, en projet de la loi du 3 avril 1997 présente un certain nombre de discordances à éliminer entre les textes français et néerlandais. Ainsi, les mots « supérieure à 1,5 millimètre » du texte français ne correspondent pas aux mots « van 1,5 mm of meer » du texte néerlandais. Le segment « qui a été vendu pour rouler les cigarettes » du texte français ne correspond pas davantage au segment « en die verkocht is of bestemd is om te worden verkocht voor het rollen van sigaretten » du texte néerlandais.

Article 8

1. On rédigera la phrase liminaire de l'article 8 du projet comme suit :

« L'article 8, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 9 juillet 2004, est remplacé par ce qui suit : ».

2. Dans l'article 8, § 1^{er}, en projet de la loi du 3 avril 1997, le mot « critères » du texte français ne correspond pas aux mots « overige criteria » du texte néerlandais. Il convient de mieux harmoniser les deux textes sur ce point également.

La chambre était composé de :

MM. :

M. VAN DAMME, président de chambre;

J. BAERT et W. VAN VAERENBERGH, conseillers d'Etat;

M. RIGAUX et M. TISON, assesseurs de la section de Législation;

Mme M. VERSCHRAEGHEN, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. F. VANNESTE, auditeur.

La concordance entre la vision néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M.M. VAN DAMME.

Le greffier,

M. Verschraeghen.

Le president,

M. Van Damme

Notes

(1) Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, Conseil d'Etat, 2008, recommandation n° 30, à consulter sur le site Internet du Conseil d'Etat (www.raadvst-consetat.be).

(2) La numérotation des articles 4 et suivants du projet d'arrêté royal, tel qu'il a été soumis pour avis, devra alors être évidemment modifiée.

(3) La même observation s'applique en ce qui concerne les articles suivants du projet.

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

'De gewogen gemiddelde prijs...';

2° er wordt een lid toegevoegd, luidende :

De gewogen gemiddelde prijs ...'. ».

Artikel 4

1. In de inleidende zin van artikel 4 van het ontwerp volstaat het om melding te maken van « de voornoemde wet », zonder dat het volledige opschrift en de datum van de te wijzigen wet moeten worden herhaald. Het betrokken opschrift en de betrokken datum worden immers reeds vermeld in de inleidende zin van de wijzigingsbepaling met betrekking tot artikel 3, § 5bis, van de wet (3). Men schrijve in de inleidende zin van artikel 4 van het ontwerp, dat artikel 3 dient te worden :

« Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 juli 2002 en bij de wet van 9 juli 2004, wordt vervangen als volgt : ».

2. Aan het einde van het ontworpen artikel 4, b), van de wet van 3 april 1997 is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse (« 34 mm of meer bedraagt ») en de Franse tekst (« est égale ou inférieure à 34 millimètres »). Deze discordantie moet worden verholpen.

Artikel 7

In het ontworpen artikel 7, tweede streepje, van de wet van 3 april 1997 zijn er een aantal weg te werken discordanties tussen de Nederlandse en de Franse tekst. Zo stemmen de woorden « van 1,5 mm of meer », in de Nederlandse tekst, niet overeen met de woorden « supérieure à 1,5 millimètre », in de Franse tekst. De zinsnede « en die verkocht is of bestemd is om te worden verkocht voor het rollen van sigaretten », in de Nederlandse tekst, stemt evenmin overeen met de zinsnede « et qui à été vendu pour rouler les cigarettes », in de Franse tekst.

Artikel 8

1. Men redigere de inleidende zin van artikel 8 van het ontwerp als volgt :

« Artikel 8, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 juli 2004, wordt vervangen als volgt : ».

2. In het ontworpen artikel 8, § 1, van de wet van 3 april 1997 stemmen de woorden « overige criteria », in de Nederlandse tekst, niet overeen met het woord « critères », in de Franse tekst. Beide teksten dienen ook op dat punt beter op elkaar te worden afgestemd.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. VAN DAMME, kamervoorzitter;

J. BAERT en W. VAN VAERENBERGH, staatsraden;

M. RIGAUX en M. TISON, assessoren van de afdeling Wetgeving;

Mevr. M. VERSCHRAEGHEN, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer F. VANNESTE, auditeur.

...

De griffier,

M. Verschraeghen.

De voorzitter,

M. Van Damme

Nota's

(1) Zie Beginselen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, Raad van State, 2008, aanbeveling nr. 30, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

(2) De artikelen 4 en volgende van het ontwerp van koninklijk besluit, zoals het om advies is voorgelegd, dienen dan uiteraard te worden vernummerd.

(3) Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van de volgende artikelen van het ontwerp.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 327 (2011 - 300)

[C - 2011/03044]

**26 JANVIER 2011. — Arrêté ministériel
relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés. — Erratum**

Dans le *Moniteur belge* du 31 janvier 2011, deuxième édition :

- pages 8407 à 8409, le barème fiscal « B. Cigarettes » du tableau des signes fiscaux pour tabacs manufacturés est remplacé par le barème fiscal suivant :

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 327 (2011 - 300)

[C - 2011/03044]

**26 JANUARI 2011. — Ministerieel besluit
betreffende het fiscaal stelsel van gefabriceerde tabak. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 2011, tweede editie :

- bladzijden 8407 t/m 8409, moet de belastingschaal « B. Sigaretten » van de tabel van de fiscale kentekens voor gefabriceerde tabak, worden vervangen door de volgende belastingschaal :